

Recherche de terrain et libertés scientifiques

Samedi 3 avril 2021, Rabat
10h-13h et 14h-17h

ARGUMENTAIRE

L'anthropologue Fariba Adelhah est emprisonnée en Iran depuis juin 2019*. Au-delà du caractère tragique de son incarcération et du soutien que nous voulons lui exprimer, cette situation constitue une opportunité pour la communauté scientifique marocaine d'interroger la question de la liberté scientifique. L'accès au terrain constitue à ce titre un point d'entrée particulièrement riche pour interroger les conditions de production des connaissances et les libertés qui lui sont inhérentes.

En 2009, Fariba Adelhah publiait une lettre « de douleur (ou de peur) », où elle annonçait la suspension de ses recherches sur l'Iran, mais où elle concluait par une invitation à « défendre la liberté académique ». Elle ne désarma effectivement pas et le paye encore aujourd'hui de sa liberté. Son arrestation, comme celle du chercheur Roland Marchal ou l'assassinat de Giulio Regeni en Egypte en 2016 nous rappellent la fragilité de la liberté scientifique, et le peu d'émoi et d'intérêt que suscitent les attaques que peuvent subir la recherche et les chercheurs.

Pourtant, Fariba comme Roland étaient familiers des terrains « difficiles », voire « dangereux ». Cela ne les a jamais empêchés de mener leurs recherches, d'entretenir des rapports forts avec leurs terrains, ce qui leur a permis de proposer des analyses profondes et originales. Ce n'est d'ailleurs pas à ce genre de difficultés et de menaces à la liberté scientifique que Fariba faisait référence, puisque ni la violence de la guerre ni celle des régimes autoritaires ne lui ont jamais fait peur, de même qu'à Roland. Les deux appartiennent à une tradition de recherche qui valorise le travail empirique pour mieux théoriser, qui considère donc que le terrain « n'est ni un pays, ni un site, ni un dispositif, ni un sujet [mais] la construction d'un site cognitif » (Hibou et Tozy, 2020) et que « négocier

l'ouverture du terrain, c'est déjà enquêter » (Bennani-Chraïbi, 2010).

Ce parti pris méthodologique rappelle que les cloisonnements disciplinaires et les querelles doctrinales et méthodologiques démultiplient les difficultés auxquelles font face les sciences sociales en général, et les pratiques du terrain en particulier.

L'histoire de chaque discipline, sa structuration et son institutionnalisation, les outils méthodologiques qu'elle privilégie, ses rapports au reste de la société et au pouvoir politique, sont autant d'éléments qu'il faut considérer pour comprendre chaque configuration nationale et historique particulière. Mais pour différentes qu'elles soient, « l'absence de statut du chercheur et le manque de définition claire de [leur] métier fragilisent les universitaires les plus courageux et les plus intègres qui, comme Fariba, sont l'objet d'une mécompréhension non seulement de la part du régime, mais aussi de la part d'une partie de leurs collègues » (Hibou, 2021).

Si les terrains classés « à risque » ou « dangereux » sont de plus en plus difficiles d'accès sous la double contrainte, d'une part, de l'inhospitalité de zones de violences ou d'appareils autoritaires de plus en plus répressifs et, de l'autre, d'injonctions toujours plus impératives de la tutelle administrative, les restrictions dans l'accès au terrain prennent d'autres formes et ont de multiples autres raisons : les normes pédagogiques et les critères d'évaluation dévalorisent le travail approfondi de terrain ; leurs financements par des instances non universitaires, publics ou privés, biaisent les questionnements et orientent les lieux d'observation ; les cloisonnements disciplinaires et les orthodoxies méthodologiques contraignent l'imagination scientifique et les nouvelles pistes

* Sur Fariba Adelhah, nous vous invitons à consulter le site du comité de soutien au lien <https://faribaroland.hypotheses.org/about>



nées d'un terrain approfondi (Bono et Hibou, 2020). Les coûts et les difficultés, voire cette impossibilité croissante d'accéder à des terrains lointains ne doivent pas faire oublier les difficultés à enquêter au plus proche (Skounti, 2004) et « les pièges de l'empathie » (Lakhsassi, 2005).

Les dangers du terrain ne sont pas nouveaux et la palette des défis qu'ils posent est étendue. D'une part, davantage que les autres sciences, les sciences sociales n'ont cessé d'avoir à justifier leur rapport au politique : des usages politiques du positivisme sociologique en passant par la naissance de l'ethnologie et de l'anthropologie dans un contexte d'expansions coloniales, par les dimensions caméralistes de la science politique, et plus largement par la sollicitation des chercheurs dans le cadre de l'expertise publique ou privée, nationale ou internationale, les ingérences politiques font peser de sérieuses menaces sur la liberté scientifique (que ce soit sur le choix des thématiques, sur celui des approches ou des terrains). Même les démocraties les plus ancrées ne sont pas épargnées. Le dérapage de la ministre de l'Enseignement supérieur d'un pays, la France, où la liberté scientifique est gravée dans le marbre de la Constitution depuis 1945, est là pour le rappeler. D'autre part, que le chercheur travaille sur sa propre société ou sur une autre société, le terrain pose, à des degrés différents certes, mais presque partout, des questions qui touchent à des aspects très divers de la liberté scientifique. On pense immédiatement aux problèmes d'accès aux données et à l'information (Oubenal et Zeroual, 2017) ; à la question du danger du chercheur à s'entretenir avec les acteurs de terrains, mais plus encore aux questions éthiques de la mise en danger de ses interviewés ; ou encore à la question de la sécurité professionnelle et de la protection institutionnelle des chercheurs. Mais on pense moins souvent à des problèmes tout aussi contraignants pour les libertés scientifiques, à l'instar du choix des sujets de recherche, des problématiques, des approches et des outils méthodologiques ; de la liberté d'analyse, de parole et d'écriture des scientifiques qui ne devrait être soumise qu'à la seule validation par les pairs ; du droit et de la liberté à rendre publics ses travaux et à les rendre accessibles au public, notamment à travers un travail d'édition libre, sérieux et abordable (Sefrioui, 2020).

Si l'absence des données ou la difficulté à y accéder constituent de sérieux obstacles pour le chercheur,

le terrain est parfois rendu particulièrement compliqué par le poids de récits ou de discours hégémoniques. Ces deux types de difficultés ne sont d'ailleurs pas exclusifs l'un de l'autre (Bono, 2017). Qu'il s'agisse de traditions de recherche (Hachimi Alaoui, 2019), de récits historiques (Nahhass, 2016) et de discours anthropologiques et politiques (Rhani, 2018, 2019), ou encore de doctrines structurant les politiques promues par les acteurs politiques, à l'instar des réformes de « gouvernance » (Kadiri et al., 2011), il est particulièrement compliqué d'entrer à nouveau frais sur des terrains surinvestis d'un point de vue académique, politique ou idéologique. Et il est heureux qu'il se soit toujours trouvé des chercheurs élargissant l'horizon de « l'imagination sociologique » et la hardiesse de l'innovation méthodologique pour conquérir de nouveaux terrains.

Dans les configurations les plus favorables à la recherche comme dans celles qui y sont les plus hostiles, certains objets restent plus compliqués à enquêter et analyser (Cheikh, 2020), que ces difficultés concernent l'ensemble des chercheurs ou une catégorie d'entre eux seulement. Les sociétés les plus ouvertes ont leurs tabous, et l'on ne pénètre pas le sacré sans une dose de risque. La difficulté ne se situe d'ailleurs pas uniquement dans le fait qu'un certain nombre d'objets se présentent comme intouchables, mais également dans la nécessaire vigilance à rester dans la gamme de notes appropriées pour un travail scientifique.

Malgré ces difficultés, les sciences sociales n'ont heureusement jamais manqué de chercheurs conjuguant rigueur et courage, dont Fariba Adelhah, comme avant elle Fatéma Mernissi, constituent, chacune à sa manière, des modèles inspirants.

Références

- Aït Mous, Fadma et Ksikes, Driss (dir.), *Le métier d'intellectuel. Dialogues avec quinze penseurs du Maroc*, Casablanca, En Toutes Lettres, 2014.
- Bennani-Chraïbi, Mounia, *Soumis et rebelles. Les jeunes au Maroc*, Paris, CNRS éditions, 1994.
- Bennani-Chraïbi, Mounia, « Banaliser » pour s'affranchir. La science politique au Maroc entre expertise et ancrage disciplinaire, Congrès AFSP 2009.

- Bennani-Chraïbi, Mounia, « Quand négociateur l'ouverture du terrain c'est déjà enquêter. Obtenir la passation de questionnaires aux congressistes de partis marocains ». *Revue internationale de politique comparée*. Vol. 17, n° 4, 2010, pp. 93-108.
- Berriane, Yasmine, « Construire l'espace du social. Les multiples figures de l'intermédiation dans les maisons de jeunes à Casablanca », in Hibou, Béatrice et Bono, Irene (dir.), *Le Gouvernement du social au Maroc*, Paris, Karthala, 2016, pp. 45-82.
- Bono, Irene et Hibou, Béatrice. « Peut-on rester libre à l'heure du risque ? La liberté scientifique sur les terrains dits difficiles », *Sociétés politiques comparées*, 52, 2020 (http://www.fasopo.org/sites/default/files/charivaria_n52_1.pdf).
- Bono, Irene, « Approcher, détourner, écarter le regard. L'observation du politique au prisme de ses représentations hégémoniques », in Mouna, Khalid, Therrien, Catherine et Bouasria, Leïla (dir.), *Terrains marocains. Sur les traces de chercheurs d'ici et d'ailleurs*, Rabat, Casablanca : Centre Jacques-Berque, 2017.
- Bono, Irene, « Un terrain biographique sur le changement politique au Maroc. Suivre les traces d'Ahmed Benkirane », *Sociétés politiques comparées*, 49, 2019 (http://www.fasopo.org/sites/default/files/charivaria_n49.pdf).
- Cheikh, Mériam, *Les filles qui sortent. Jeunesse, sexualité et prostitution au Maroc*, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2020.
- Guessous, Nouzha, *Une femme au pays des Fuqaha. L'appel du houdhoud*, Casablanca, La Croisée des Chemins, A paraître (2021).
- Hachimi Alaoui, Nadia, « Gouverner par moments. Le wali dans les transports urbains à Casablanca », in Hibou, Béatrice et Bono, Irene (dir.), *Le gouvernement du social au Maroc*, Paris, Karthala, 2016, pp. 83-121.
- Hachimi Alaoui, Nadia, *Gouverner l'incertitude. Les walis de Casablanca (2001-20015)*, Thèse de doctorat en Sciences politiques, IEP, Aix en Provence, soutenue le 17 décembre 2019.
- Hibou, Béatrice et Tozy, Mohamed, *Tisser le temps politique au Maroc. Imaginaire de l'Etat à l'ère néolibérale*, Paris, Karthala, 2020.
- Hibou, Béatrice, « Fariba Adelkhah, ou les mille et une frontières du terrain anthropologique », *Critique internationale*, 90, janvier-mars 2021, pp. 11-20.
- Kadiri Zakaria, Kuper Marcel, Errahj Mostafa, « Projets d'aménagement et développement territorial : le cas du périmètre irrigué du Moyen Sebou au Maroc », *Pôle Sud*, 2011/2 (n° 35), p. 77-96.
- Kadiri, Zakaria, « Contemporanéité des concepts de Fatéma Mernissi. Les Aït Débrouille », *Economia*, 2020 (<https://economia.ma/sites/default/files/recherchePJ/Ai%CC%88t%20de%CC%81brouille%20vf%201072020.pdf>).
- Lakhsassi, Abderrahmane, « Anthropologue at home. Limites de la « distanciation » et pièges de l'empathie », in Albera, Dionigi et Tozy, Mohamed (dir.), *La Méditerranée des anthropologues*, Maisonneuve & Larose-MMSH, 2005.
- Nahhass, Badiha, « Un musée pour gouverner la marginalité. Les conflits de patrimonialisation dans le Rif », in Hibou, Béatrice et Bono, Irene (dir.) *Le Gouvernement du social au Maroc*, Paris, Karthala, 2016, pp. 233-273.
- Nahhass, Badiha, « Le Rif : appartenance nationale dissidente et la formation de l'Etat », *Arrabii* (revue du Centre d'Études et de Recherches Mohamed Bensaid), mars 2019, Vol 2, n°9, pp. 193-216
- Oubenal, Mohamed et Zeroual, Abdellatif, « Gouverner par la gouvernance : les nouvelles modalités de contrôle politique des élites économiques au Maroc », *Critique internationale*, 2017/1 (N° 74), p. 9-32.
- Rachik, Hassan, *Le proche et le lointain. Un siècle d'anthropologie au Maroc*, Marseille, Editions Parenthèses-MMSH, 2012.
- Rhani, Zakaria, « Dire la violence au Maroc. Silences, réconciliation et témoignages » in Hadj-Moussa Ratiba (dir.), *Terrains difficiles, sujets sensibles. Sociétés et politique en Méditerranée*, Editions du Croquant, 2019, pp. 151-178
- Rhani, Zakaria, « Certifier la perte et la souffrance : violence politique et politique de réparation au Maroc », *Anthropologie et société*, 2018, 42(1), pp. 253-259.
- Sefrioui, Kenza. « Être éditeur au Maroc : La pensée au triple défi du marché, du droit et des libertés », *RELIEF - Revue électronique de littérature française*, 14 (1), 2020, p. 32-48.
- Skounti, Ahmed, « L'anthropologue chez-soi. Réflexions sur la pratique anthropologique au Maroc », *Cahiers de Recherche du Centre Jacques Berque*, n° 1, pp.9-18.



Centre de Recherche et d'Études
sur les Sociétés Contemporaines
مركز الأبحاث والدراسات حول
المجتمعات المعاصرة

FASOPO
FONDS D'ANALYSE DES
SOCIÉTÉS POLITIQUES



Tozy, Mohamed, « La science politique à l'écoute des discours et de la rue : les "illusions du regard" » in Camau Michel (dir.), *Sciences sociales, sciences morales ? Itinéraires et pratiques de recherche*, Tunis, Alif-IRMC, 1995, pp. 105-112.

Yafout, Merieme, « Le militant-chercheur ou le chercheur-militant. La subjectivité en question », in Mouna, Khalid, Therrien, Catherine et Bouasria, Leïla (dir.), *Terrains marocains. Sur les traces de chercheurs d'ici et d'ailleurs*, Rabat, Casablanca : Centre Jacques-Berque, 2017.